

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°328  
28 Mars 2022  
ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

*Le programme du candidat Macron :  
un plan complet de démantèlement de l'Éducation Nationale et du statut des  
enseignants, dans la continuité des dernières contre-réformes*

**Dès maintenant, il faut imposer aux directions syndicales :**

- **qu'elles affirment publiquement leur rejet total du programme Macron ;**
- **qu'elles annoncent dès maintenant qu'elles refuseront toute concertation sur ce programme et organiseront le combat pour l'empêcher ;**
- **qu'elles prennent position aux élections : aucune voix, ni au premier ni au second tour, quel que soit le cas de figure, pour Macron, Péresse, Le Pen, Zemmour.**

Macron a annoncé son « programme ». Péresse a crié « au vol ». C'est dire que les deux programmes sont strictement identiques. Identiques aussi ceux de Le Pen et de Zemmour qui se contentent d'épicer le plat avec abondance de propos racistes, d'annonces de chasse aux immigrants (chasse que Darmanin organise déjà par ailleurs).

La plus grande probabilité est du côté de la reconduction de Macron. Il est donc nécessaire d'apprécier très exactement ce qu'il annonce

**Dans le cadre d'une offensive généralisée contre les acquis sociaux ...**

« *Les Français devront travailler plus* ». Macron veut parachever la liquidation des droits des chômeurs. Il entend imposer jusqu'à 20 heures de travail aux bénéficiaires du RSA, c'est-à-dire constituer un sous-prolétariat surexploité rentrant en concurrence avec les travailleurs encore protégés par ce qui reste du code du travail. Il veut repousser à 65 ans, l'âge légal de départ à la retraite, liquider les régimes spéciaux et le code de la fonction publique. Pour la jeunesse, il a annoncé le projet de rendre l'université payante, de liquider toutes les filières jugées non rentables par le patronat etc.

La liste des attaques programmées est loin d'être complète...

**...Un plan complet de démantèlement de l'Éducation Nationale**

Macron déclare la guerre au corps enseignant. Il indique : « *Cela ne va pas plaire à tout le monde* ».

- **Il s'agit de faire feu sur le statut des fonctionnaires** dans le cadre d'une nouvelle étape du démantèlement de la Fonction Publique. Contre le traitement indiciaire et la fonction publique de carrière, Macron affirme sa volonté de « *rebattre les cartes de l'organisation de la rémunération* » et d'aller vers « *des progressions plus différenciées* » en s'appuyant sur les conclusions du rapport Peny-Simonpoli issu de la conférence sur les perspectives salariales. « *On propose un pacte aux enseignants : on vous demande de nouvelles missions qu'on est prêts à mieux payer comme le remplacement des profs absents, ça doit être une obligation, le suivi individualisé des élèves, l'accompagnement sur le temps périscolaire. Pour les enseignants en place je propose un nouveau contrat. On augmente leur rémunération s'ils sont prêts à changer leur organisation. Toutes les nouvelles embauches sont sur la base de ces nouveaux contrats* »... (toutes les citations de Macron proviennent du site *Le Café pédagogique*).

Le pacte de Macron, c'est la destruction du statut, de la qualification disciplinaire. L'enseignant devra désormais être animateur, conseiller d'orientation. Son horaire pourra être indéfiniment augmenté au gré du remplacement des professeurs absents.

Quant à l'augmentation des salaires (les enseignants débutent actuellement à moins d'1,2 SMIC !), la réponse est claire : « *La revalorisation nationale compte tenu de la masse salariale, n'est pas la plus efficace* » et « *On ne va donc pas payer les professeurs de façon uniforme dans le pays* ». C'est la liquidation des règles nationales de rémunération et de progression de carrière.

#### **- Il s'agit de parachever la liquidation des programmes et des horaires nationaux**

« *On renvoie au local. La réforme ne sera pas la même dans les quartiers nord de Marseille, à Troyes et dans les Hautes Alpes... on donne la liberté aux acteurs locaux.* » Des programmes différents selon la population scolaire : les écoles pour riches et les écoles pour pauvres...

#### **- La mise en concurrence des établissements, les enseignants sous contrôle**

« *On sait bien que dans une école on va avoir un professeur qui va changer les résultats des élèves et un autre non. On doit se donner les moyens de le mesurer. Cette transparence est bonne. Je veux la généraliser. Comme cela on pourra aussi comparer les méthodes pédagogiques* »

Les associations de parents d'élève seront élevés au rang de juges de la qualité des enseignants, de leurs méthodes pédagogiques, et évidemment au bout du compte du contenu de l'enseignement. On sait ce que cela donne aux États Unis par exemple où ici ou là, telle ou telle association évangéliste interdit que Darwin soit enseigné dans l'école.

#### **- Des chefs d'établissements dotés du pouvoir de recrutement**

« *Je veux que les directeurs aient la possibilité de récuser des profils et participent à la décision* ». Pour être affecté dans un établissement, il faudra faire allégeance au « projet » de l'établissement.

#### **- Liquidation totale de l'enseignement professionnel**

Macron promet « *une rémunération des lycéens professionnels, en changeant totalement de logique de formation, en s'inspirant de ce que nous avons réussi sur l'apprentissage* ».

A juste titre, Le SNUEP-FSU (syndicat des lycées professionnels) analyse : « *[Macron] a aussi annoncé le 15 mars dans la presse la nécessité « d'un outil de gestion des compétences qui sonne la fin de l'hégémonie des diplômés » ... En les supprimant, il s'attaque aux conventions collectives, jugées gênantes et contraignantes par les organisations patronales.* »

### **Deux questions auxquelles les directions syndicales doivent répondre clairement :**

**Ce programme est à rejeter en bloc, c'est ce que doivent dire les directions des organisations syndicales. En conséquence, elles doivent dénoncer les manœuvres de Macron pour les engager dans une concertation sur ses objectifs et donc annoncer qu'elles n'y participeront sous aucune forme !**

La nécessité de cette rupture est d'actualité : il est par exemple inacceptable que les dirigeants syndicaux participent à la mise en œuvre de l'« expérimentation » de Marseille qui prévoit la nomination des enseignants par les chefs d'établissement. Il faut d'ores et déjà exiger : sortez sans délai de cette concertation pour la liquidation de notre statut ! Rien ne sera possible si les enseignants eux-mêmes n'imposent pas aux dirigeants syndicaux une telle rupture !

Mais qui pourrait croire que les directions syndicales se disposent à faire front contre le programme Macron si, comme cela s'est fait en 2017, elles appelaient, sous une forme ou sous une autre, à voter Macron, par exemple, sous prétexte de « *lutte contre l'extrême droite* » au deuxième tour ?

**Il faut que, dès maintenant, les directions syndicales FSU, CGT, FO indiquent avec la plus grande clarté : pas une voix pour Macron, et pas une voix pour Péresse, le Pen, Zemmour qui défendent le même programme !**